Rodez, le 3 novembre 2026

Déclaration liminaire
lue
au C.S.A. des la DDT de l'Aveyron

Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs,

En France, tout augmente, sauf nos salaires et les moyens nécessaires aux services publics…

Avec les projets de budgets de l'État et de la Sécurité sociale pour 2027, le Gouvernement veut une nouvelle fois faire payer les salarié·es, les retraité·es et les malades, plutôt que les grandes entreprises et les ultra-riches.

Pourtant, les mobilisations se multiplient dans la jeunesse et les services publics. Dans l'énergie, elles ont déjà permis d'obtenir des résultats !

Ce projet de budget tourne le dos à la jeunesse, aux salarié·es, aux retraité·es et aux pensionné·es, ainsi qu'à leurs revendications légitimes.

Les choix du Gouvernement vont encore peser sur nos vies et nos droits : se soigner correctement, vivre dignement de son salaire ou de sa pension, bénéficier de services publics accessibles sur tout le territoire… Ce sont pourtant des droits essentiels à garantir, **pas des économies à réaliser !**

La situation actuelle n'est pas due au niveau des dépenses sociales, indispensables à toutes et tous, mais aux milliards d'euros de recettes dont on se prive en multipliant les cadeaux aux grandes entreprises et aux ultra-riches, sans aucune utilité sociale.

Le projet de budget actuel vise, une fois de plus, à affaiblir les services publics et à préparer leur privatisation !

Les journées d'action organisées en Aveyron comme sur l'ensemble du territoire ont permis aux agentes et agents publics de faire entendre leur refus de voir le budget 2027 se construire une nouvelle fois sur le gel du point d'indice, les coupes budgétaires et la dégradation de leurs conditions de travail.

Ils et elles exigent une augmentation générale et significative de la valeur du point, son indexation sur l'inflation, une refonte des grilles indiciaires, le rétablissement de la GIPA, l'abrogation du jour de carence et le retour à 100 % de la rémunération en congé de maladie ordinaire.

Ils et elles revendiquent également un budget donnant aux services publics les emplois et les moyens nécessaires à l'accomplissement de leurs missions, tout en permettant de véritables avancées en matière d'égalité professionnelle et de conditions de travail.

Car nous le savons : pour des services publics accessibles et de qualité, il faut plus d'emplois, des salaires à la hauteur et des investissements. Réduire les moyens, c'est dégrader le service rendu à la population et les conditions de travail de celles et ceux qui les font vivre.

Dans le même temps, nos dirigeants doivent tout mettre en œuvre pour empêcher les fermetures de sites, les suppressions d'emplois, les privatisations et les délocalisations.

Alors que les entreprises bénéficient de centaines de milliards d'euros d'aides publiques, des milliers d'emplois sont supprimés. Les 211 milliards d'euros d'aides publiques qui leur sont alloués chaque année, sans contrepartie, contrôle ni évaluation, doivent servir à maintenir et à créer des emplois de qualité, à relocaliser notre industrie, à renforcer les services publics et à investir dans la transition écologique. Cet argent public ne doit plus servir à réaliser des licenciements boursiers !

Dans le pays, comme à l'international, les colères grandissent et les mobilisations se multiplient, réunissant les salarié·es du public et du privé, les privé·es d'emploi, les retraité·es et la jeunesse.

Pour seule réponse, nous assistons à une répression inacceptable, d'une ampleur rarement atteinte depuis longtemps. Il est pourtant de la responsabilité des pouvoirs publics de garantir l'exercice de nos libertés fondamentales.

Le mail de M. NUNEZ, d'hier, ne peut être considéré comme une simple analyse d'une situation à un instant T. La CGT y voit une énième provocation.

Alors que le ministre de l'Intérieur évoque des violences de forte intensité, débridées et décomplexées, que dire de la violence sociale qui frappe si durement nos concitoyens ? Que penser d'un Gouvernement qui fait une nouvelle fois peser la quasi-totalité de l'effort budgétaire sur la population et notamment sur les plus vulnérables : personnes âgées, personnes en situation de handicap ou malades, personnes percevant de petits salaires, privé·es d'emploi… ? Tout cela alors même que l'Insee alerte depuis plusieurs années sur le niveau record de pauvreté en France !

La CGT le rappelle : l'heure n'est ni à la répression ni au pourrissement. Nos dirigeants peuvent et doivent faire d'autres choix pour répondre aux revendications des agentes et agents publics, actifs et retraité·es, fonctionnaires et contractuel·les, femmes et hommes, du privé comme du public, ainsi qu'à celles de la jeunesse.

De l'argent, il y en a ! Encore faut-il faire le choix de le répartir autrement et de le consacrer à l'intérêt général.

Aujourd'hui, l'urgence c'est :

- De construire des lois de finances et de financement de la Sécurité sociale sur d'autres bases que celles de l'austérité et des purges budgétaires ;
- De reconquérir une sécurité et une protection sociales réellement protectrices dans tous les domaines : santé, accidents du travail et maladies professionnelles, famille, retraite, chômage et chômage ;
- D'obtenir de véritables augmentations de salaire, et non des primes non cotisées versées au bon vouloir des directions. Nous revendiquons du salaire socialisé pour aujourd'hui et demain : le salaire net pour le mois, le salaire brut pour des droits tout au long de la vie (maladie, accident, licenciement, parentalité, retraite). Nos cotisations sont notre salaire pour financer notre Sécurité sociale ! Et à la CGT, nous la voulons intégrale !
- De permettre aux agentes et agents publics de bien faire leur travail, de garantir les droits des citoyen·nes et des usager·es, afin de satisfaire leurs besoins.

La CGT exige la mise en œuvre d'une autre politique salariale, qui doit trouver de premières traductions dans la loi de finances :

- L'augmentation du SMIC ;
- L'augmentation d'au moins 10 % de la valeur du point d'indice, son indexation sur l'inflation, la refonte des grilles indiciaires, l'abrogation du jour de carence, le rétablissement à 100 % de la rémunération versée aux agentes et agents en congé de maladie ordinaire et le rétablissement de la Garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) ;
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, avec notamment la revalorisation des filières professionnelles à prédominance féminine ;
- L'arrêt des suppressions d'emplois, la création de postes de fonctionnaires partout où cela est nécessaire et la mise en place d'un plan de titularisation des agentes et agents non titulaires ;
- La réduction du temps de travail tout au long de la vie, avec le passage aux 32 heures, et reconstruction d'un droit au départ à la retraite à taux plein à 60 ans ;

- Des droits financés par les employeurs publics en matière d'action sociale et de protection sociale complémentaire, tant pour les actifs que pour les retraité·es.

Pour toutes ces raisons, la CGT appelle l'ensemble des agentes et agents de nos services à participer, par la mobilisation, la grève et la manifestation, à la journée d'action nationale intersyndicale du jeudi 5 novembre.

Parce que défendre les agentes et les agents, c'est aussi défendre le service public, nos missions, nos rémunérations et nos conditions de travail.

Je vous remercie de votre attention.

Pour l'UFSE-CGT

Fabrice MASSOULIÉ